



Juillet 2022.

Informers. Mobiliser pour résister. Revendiquer et reconquérir

Déclaration de politique générale

DE PARADOXES EN PARADOXES

La Première ministre a annoncé mercredi dernier de nombreuses concertations, dès la rentrée.

FO rappelle que concertation n'est pas négociation et réaffirme sa revendication de redonner à la négociation collective la place qui est la sienne.

A cet égard, **FO** souligne que les mesures annoncées sur le pouvoir d'achat contournent soigneusement la question de l'augmentation des salaires.

FO met en garde contre le virage annoncé visant à respecter à nouveau le critère de déficit public d'ici 2027.

Alors que les urgences sont nombreuses : pouvoir d'achat, éducation, hôpital, services publics, le gouvernement enterre définitivement le quoi qu'il en coûte.



Pire, une nouvelle réduction des impôts de production est annoncée dans la droite ligne du quinquennat précédent, sans contreparties demandées aux entreprises.

La Première ministre a répété à plusieurs reprises sa volonté de bâtir la France de demain.

FO a au contraire le sentiment que se poursuit la déconstruction de notre modèle social, en commençant par le versement à la source des prestations sociales.

S'il n'est pas ficelé, un projet de réforme est confirmé pour faire travailler les salariés plus longtemps.

FO rappelle ici son opposition totale à tout recul de l'âge légal de départ à la retraite et à l'allongement de la durée de cotisation.

FO dénonce la poursuite des politiques de territorialisation, qui conduisent à remettre en cause la République une et indivisible.

FO prend acte de la volonté de l'État de prendre le contrôle d'EDF à 100% et sera attentive à sa concrétisation.

Pour conclure, FO ne partage donc pas la conception de ce que sont le progrès et la justice sociale, tels que décrits par la Première ministre.

LA GRANDE DÉMISSION

Près de 470 000 démissions dans le privé rien qu'au premier semestre 2022 en France : ce phénomène, qui n'existe pas que dans notre Pays, inquiète. Les salariés disent vouloir mieux équilibrer leur vie professionnelle et leur vie privée... et reprennent le dessus dans leur travail.

La crise COVID, qui n'en finit pas de s'éterniser, n'est bien entendu pas étrangère à ce phénomène... les salariés ont eu le temps de réfléchir pendant les périodes du confinement. Ils veulent se donner une deuxième chance et cherchent des solutions pour se reconvertir.

Cela existe aussi dans le Public. C'est le cas à l'Éducation nationale qui peine à recruter avec plus de 4000 postes non pourvus aux concours 2022 sur un total de 27 332 emplois. Mais aussi à la DGFIP où, ici où là, un stagiaire ou un contractuel démissionne ou refuse le bénéfice du concours, se disant peu fait pour vivre dans de telles conditions de travail. L'attractivité à la DGFIP était d'ailleurs un des sujets proposés à la réflexion dans le cadre du remue-méninge 44. Un article est paru le 2 juillet intitulé : « [Les métiers des impôts peinent à recruter, « nous n'avions pas anticipé la désaffection des jeunes](#) ». Le directeur régional d'Ille et Vilaine y est interviewé.

Extrait : « *le métier de contrôleur des impôts ne fait plus rêver : les finances publiques peinent à recruter. Pour y remédier, la DRFiP35 lance une campagne de promotion de ses métiers* ».

En fait, il existe des solutions :

- ✗ faire subir moins de pression au travail,
- ✗ garantir des conditions de travail dignes de ce nom,
- ✗ redonner du sens du travail,
- ✗ cesser les suppressions d'emplois, voire mieux, réembaucher à la hauteur de la charge réelle de travail ce qui permettrait, entre autres, de mettre en place un véritable tutorat, qui est une mission à part entière,
- ✗ prendre réellement en compte les résultats du baromètre social annuel,
- ✗ stabiliser le réseau de la DGFIP en état de perpétuelle destruction,
- ✗ augmenter le point d'indice pour rattraper à minima l'inflation 2022 estimée au 1^{er} semestre 2022 à 6%¹, etc.
- ✗ revaloriser" l'image des fonctionnaires largement détériorée ces dernières années par la presse et les politiques.

1- Rappel : il a été estimé que les fonctionnaires ont perdu 25% de pouvoir d'achat depuis l'année 2000.